En soutien au mouvement de protestation initié par les gilets jaunes de la Réunion

lundi 26 novembre 2018, par [AZEMA Philippe](#), [BOURSE D.](#), [RANGE R.](#), [ROCHE A.](#), [THEBAULT Yves Daniel](#), [THIRAPATHI Yoga](#) (Date de rédaction antérieure : 25 novembre 2018).

Nous soutenons le mouvement de protestation initié par les gilets jaunes de la Réunion contre la hausse du carburant et la vie chère et saluons leur détermination, leur volonté de décider démocratiquement de toutes les actions menées et de contrôler en permanence et au plus près leur mise en œuvre.

Ne serait ce que cela, c'est pour nous déjà une victoire qui dénote une prise de conscience extraordinaire notamment de la jeunesse.

Nous remarquons qu'une fois encore, un Préfet de La Réunion, agissant sur ordre du gouvernement, a choisi la voie de l'affrontement avec le mouvement social au nom de « l'ordre républicain ». Il est tout à fait révélateur à cet égard qu'il ait tenu à se faire accompagner par le Procureur de la République lors de sa première conférence de presse. Shabouk toujours là !

Cette attitude est celle d'un gouvernement tout entier convaincu qu'il faut punir, sanctionner tous ceux que sa politique écrase. Il arrive à l'exploit de dresser la population et les travailleurs à la fois contre le principe de l'impôt -pourtant seul garant d'un peu de redistribution des richesses- et contre la transition écologique.

A force de piétiner les revendications des mouvements sociaux comme récemment ceux qui se sont opposés à la loi travail ou à la privatisation de la SNCF ou encore à l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, à force de mépriser les « fainéants », ou ... les gaulois, à force de multiplier les cadeaux à ses amis, les banquiers, à force d'encourager à la répression en utilisant des nervis comme à l'époque Debré (Benalla), ce gouvernement ne peut faire l'étonné face à l'exaspération d'une population particulièrement victime de ses choix comme à La Réunion.

Bann'la y rod y gout !

Tous les dix ans, à peu près, La Réunion explose. Tous les dix ans, le gouvernement français fait mine de découvrir notre île et nous envoie des gendarmes mobiles et son ministre des colonies.

Pour qu'en fait surtout rien ne change. Que Girardin vienne aujourd'hui ou mercredi ou jamais, n'a aucune importance. Nous ne croyons plus à la possibilité d'un dialogue avec une marionnette de Macron.

Nous ne croyons plus non plus en ceux qui nous convoquent régulièrement pour voter pour eux seulement parce qu'ils ont pris goût aux sièges dorés que leur offre la république, qui ont pour nom « élu » mais pour seul programme « moi, moi et encore moi », qui nous enfument et nous enferment dans le fénoir tout en nous traitant d'irresponsables parce que le cirque électoral nous dégoûte.

La rencontre du 22 de Saint-Benoît préfigure ce qu'il nous faut : un vaste débat citoyen organisé sur toute l'île, en dehors de toute structure étatique pour définir sak nou vé. Les ministres, les assises, les préfets défilent mais la misère reste. La discussion avec ces gens là est inutile. Par contre, entre

travailleurs, chômeurs, jeunes réunionnais, il est urgent de définir nos revendications sur tous les plans, social, économique, écologique, pour notre avenir.

Mais dans l'immédiat, d'autres forces sociales doivent se joindre au mouvement spontané des gilets jaunes : les organisations syndicales qui en 2009 avec le COSPAR ont déjà porté des revendications contre la vie chère, pour l'amélioration des salaires, des pensions, des minima sociaux, peuvent répondre à l'urgence sociale et appeler l'ensemble des travailleurs réunionnais à se mettre en grève et descendre dans la rue, ne serait-ce que pour accueillir « dignement » M^{me} Girardin. C'est maintenant qu'il faut y aller !

La Réunion,

Ph.Azéma Y. Thirapathi D.Bourse A.Roche Y.Thébault R.Rangé